

Les principales conclusions de l'étude sont les suivantes.

1. Il n'est pas possible de fournir, le 1er janvier 1990 ou peu après, une évaluation complète et détaillée des répercussions que l'ALE a eues sur l'économie en 1989. En fait, une telle évaluation ne sera pas possible avant quelques années.
2. Il est possible:
 - ° de prouver que les mesures prévues dans l'ALE sont en voie d'être appliquées -- par exemple, des réductions tarifaires ont été effectuées, des barrières non tarifaires sont modifiées, des institutions sont établies et des processus de négociation prescrits sont engagés;
 - ° d'examiner les courants d'échange des catégories de produits qui ont connu d'importantes réductions pour vérifier si l'ALE a exercé un effet; et
 - ° de comparer les intentions d'investissements à la réaction attendue de chaque industrie devant l'ALE.

La principale recommandation est qu'il faudrait préparer chaque année un examen de l'ALE qui rassemblerait toutes les informations se rapportant à des analyses de plus en plus sophistiquées des données sur le commerce, de la restructuration industrielle, du roulement de la main-d'oeuvre, etc.

L'examen et le suivi devraient être entrepris par les ministères qui ont les compétences techniques requises et le mandat permanent de surveiller la tenue de l'économie. Ces activités devraient incorporer les intrants émanant de groupes privés qui, avec les ministères, rapporteraient leurs résultats au service chargé de préparer l'examen annuel.

L'étude présume que l'ALE est une importante initiative de politique prise par le gouvernement du Canada, qui a par conséquent la responsabilité d'en surveiller et d'en rapporter les effets. La chose devrait se faire au moyen d'un mécanisme transparent et équilibré qui permettrait de faire participer tous les Canadiens à l'examen et à la discussion.

Puisque l'ALE est une politique structurelle à long terme qui affecte les prix relatifs, la répartition des activités et le commerce et, plus particulièrement, les activités manufacturières, l'analyse de ses effets nécessitera un examen détaillé des données économiques. Cette analyse ne pourra porter essentiellement sur les grands indicateurs macro-économiques puisque, à ce niveau, les effets ne pourront être distingués des effets découlant d'autres politiques et initiatives.